

Cette loi de notre existence trois fois séculaire peut-elle être changée? Pouvons-nous dans l'avenir, nous passer du principal élément vital de notre vie passée? L'idéal de notre passé peut-il cesser d'être celui de notre avenir? Ceux qui ont été nos guides et nos défenseurs dans le passé peuvent-ils cesser de l'être, pour être remplacés par d'autres? Nous sommes-nous trompés jusqu'en ces derniers temps, quand nous avons cru que la raison providentielle de notre existence comme nation distincte quoique non séparée, que notre vocation nationale était de rendre témoignage, sur ce continent, à la vérité, à la bonté, à l'efficacité du catholicisme, dans la vie publique comme dans la vie privée?

Y a-t-il, pour les peuples en général et pour le nôtre en particulier, vis-à-vis de Dieu et de l'Eglise, un âge de majorité, où ils peuvent s'émanciper de leurs obligations surnaturelles, pour se conduire d'après leur seule raison et leur seule volonté? Un peuple catholique peut-il ainsi proclamer son indépendance publique vis-à-vis de l'Eglise et même vis-à-vis de Dieu?

Nous n'ignorons pas que déjà, malheureusement, bien des gens le croient parmi nous. L'Eglise a fait sa part, disent-ils, sa belle et grande part, ajoutent même quelques-uns; à nous de faire à présent la nôtre. Sa tutelle nous fut bonne; mais elle nous est devenue inutile et elle nous pèse. Ce qu'il nous faut, c'est gagner de l'argent, acquérir de l'influence, rejeter toute domination étrangère, être maîtres chez nous, devenir libres, marcher avec le progrès du monde moderne. C'est ainsi, à peu près, qu'on parlait avant la guerre et c'est ainsi que parlent encore quelques-uns, même pendant la guerre. C'est ainsi que des préoccupations purement politiques prennent toute la place de nos activités, occupent toutes nos aspirations, remplissent toute notre vie nationale et notre politique, semblent être devenues le principal et même l'unique objectif de notre vocation nationale.

Certes, les préoccupations purement politiques, ne sont pas pour cela mauvaises, si elles répondent par ailleurs à nos véritables intérêts et sont conformes aux prescriptions de la justice. La politique, la vraie politique n'est pas une science ni un art mauvais, bien au contraire.

Mais la question est précisément de savoir quelle politique doit être la nôtre. Il y a une politique chrétienne et même catholique, qui fut, pendant des siècles, celle des fondateurs et des premiers pères de la colonie canadienne. Il y a aussi une politique exclusivement humaine et rationaliste, que l'on a tenté, avec des succès que nous n'examinons pas pour le moments, d'introduire chez nous Canadiens-Français.

Avec une fierté, qui était belle et bienfaisante, nous avons parfois pris pour notre passé et espéré pour notre avenir le *gesta Dei per Francos*. C'était là un souvenir et une aspiration de politique catholique.

Parfois aussi, du moins en ces derniers temps, nous avons paru tout absorbés en des questions de commerce, de lien colonial à distendre ou à rompre, d'indépendance, d'annexion, de *statu quo*, d'impérialisme ou de nationalisme, de coopération militaire à donner ou à refuser, qui sont des questions surtout et même uniquement politiques, encore qu'elles impliquent des principes moraux et touchent certains intérêts supérieurs.

Prenons garde, tout de même que nos questions de races à défendre, d'autonomie à élargir, de droits politiques à sauvegarder, qui sont, il est vrai, des questions très importantes, prennent dans notre activité et dans notre patriotisme plus de place que les intérêts de Dieu et que ceux de l'Eglise, plus de place que la préoccupation de faire partout honneur à notre nom et à notre profession de catholiques et d'enfants de l'Eglise. Prenons garde d'être plus préoccupés de nos intérêts nationaux, — qu'il ne faut pas perdre de vue, même entendus dans un sens un peu particulariste — que de notre destinée providentielle, que des intérêts du règne de Dieu dans le monde et du salut des âmes.

Il y a des gens chez nous qui ont vite tranché la question très complexe des relations du clergé et de la politique, en excluant de celle-ci toute influence directive de celui-là; mais beaucoup de ces gens qui ne veulent pour rien au monde suivre ou paraître suivre le clergé, sont enchantés d'en être suivis ostensiblement. On comprend bien facilement que c'est là chez eux un sentiment tout à fait naturel, et même une joie très légitime, au point de vue humain. Mais au point de vue chrétien et surtout au point de vue catholique, n'est-ce pas un peu l'ordre renversé de voir des politiciens qui professent n'avoir pas de leçon à recevoir de l'Eglise, lui en donner, et chercher en outre à se faire suivre par une partie du clergé? M. René Bazin signalait, dans un phrase citée plus haut, la "politique" parmi les maux qui menacent l'âme canadienne-française. S'il avait à revenir aujourd'hui sur ce sujet, et s'il osait y revenir, il n'effacerait pas ce qu'il a écrit, mais il y insisterait probablement davantage, au risque d'irriter ceux à qui la leçon convient.

Religion et politique, clergé et politiciens sont des sujets qui n'ont pas fini d'embrouiller certains esprits, à raison des passions d'amour ou de haine qui s'y mêlent.

Toute la difficulté vient peut-être de ce qu'on ne sait pas les unir sans les confondre, de ce qu'on ne sait pas les distinguer sans les séparer, en d'autres termes, de ce qu'on n'y observe pas l'ordre logique et providentiel établi par Dieu.

C'est là encore un problème particulier qui fait partie du problème général de nos destinées. Nous essayerons d'aider à l'élucider.

J. A. LANDER.